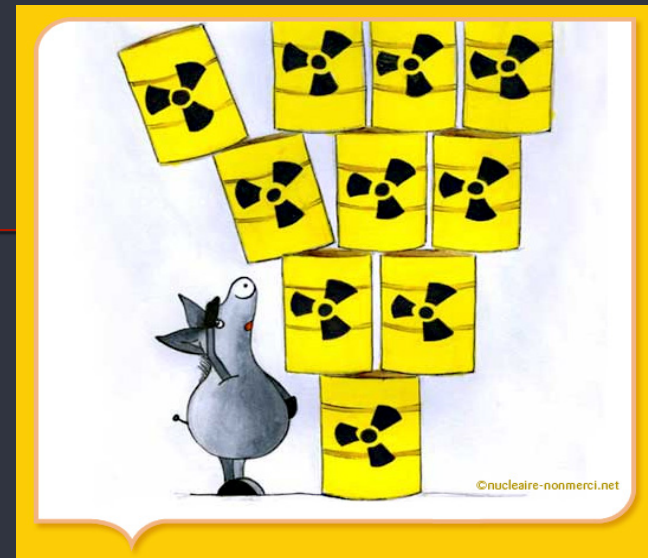


# Gestion des déchets nucléaires en France et en Belgique: Quelle place pour la critique ?

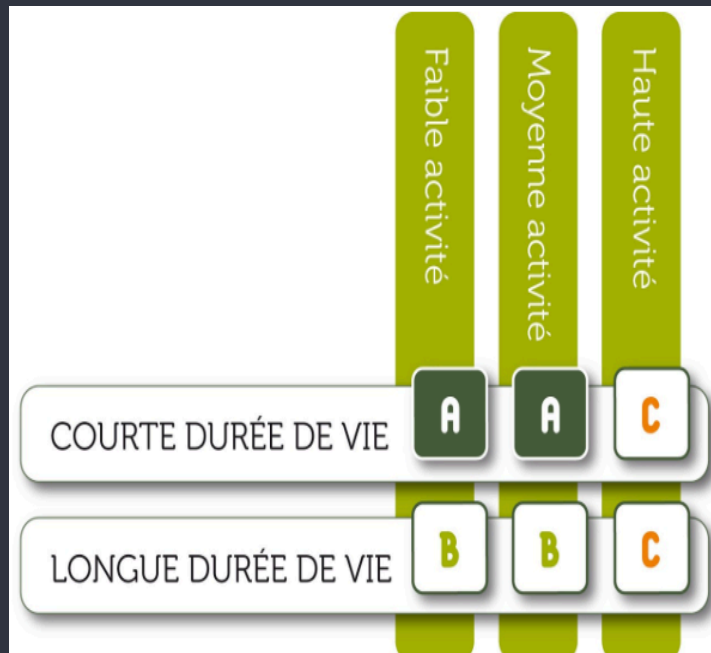
**Céline PAROTTE**  
Centre de recherche SPIRAL  
Université de Liège



83<sup>e</sup> Congrès Association francophone pour le savoir, mai 2015,  
Rimouski

# Objet et cadrage (1)

- Quoi? Gestion à *long terme* des déchets moyennement et hautement radioactifs et/ou de longue durée de vie.



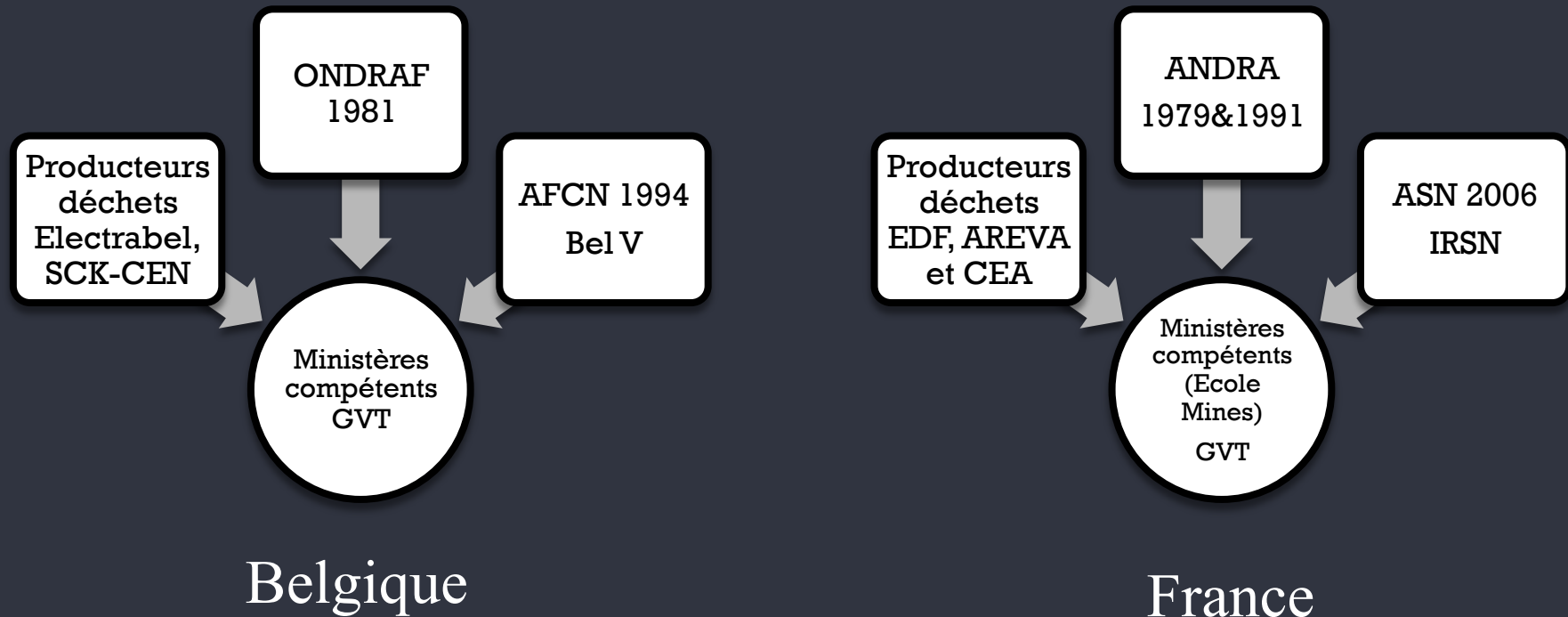
source: ONDRAF (2015)

ACTIVITÉ	PÉRIODE		
	Vie très courte (Période < 100 jours)	Vie courte (Période ≤ 31 ans)	Vie longue (Période > 31 ans)
Très faible activité (TFA)	Gestion par décroissance radioactive sur le site de production puis évacuation dans les filières conventionnelles	Stockage de surface (Centre industriel de regroupement, d'entreposage et de stockage - Cires)	
Faible activité (FA)		Stockage de surface (Centre de stockage de l'Aube - CSA)	Stockage à faible profondeur (à l'étude dans le cadre de la loi du 28 juin 2006)
Moyenne activité (MA)			
Haute activité (HA)		Stockage réversible profond (à l'étude dans le cadre de la loi du 28 juin 2006)	

Source: ANDRA (2015)

# Objet et cadrage (2)

- Période étudiée? Depuis le tournant « participatif » ou « délibératif » des années 90 à nos jours.



# Objet et cadrage (2)

- Cadrage? Deux cas d'étude, deux points d'entrée différents.

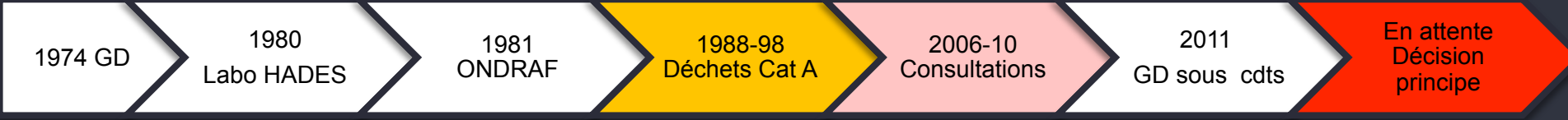
En Belgique, le gestionnaire de déchets (ONDRAF)

En France, l'Office parlementaire des choix tech et scientifique (OPECST) et le Comité local d'information et de suivi (CLIS).

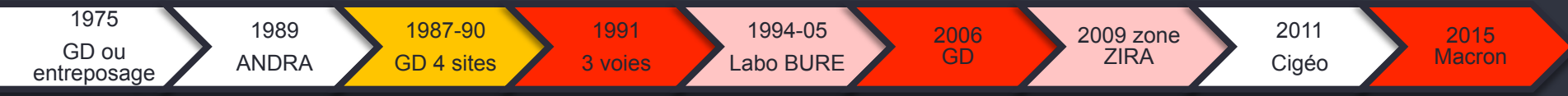
- Méthodes et collecte de données

- 33 entretiens en Belgique - ONDRAF, membre du CA ONDRAF, AFCN, Bel V, Synatom, administration, petits producteurs de déchets etc.
- 32 entretiens en France – Représentant COESDIC, ANDRA, ASN, IRSN, CLIS, OPECST, chercheurs SHS spécialisés.
- Observation participante.

# Deux processus décisionnels, deux temporalités



## Belgique



## France

- Convention de Londres 1972: interdiction immersion

# La critique non invitée en France et en Belgique

---

## ○ En Belgique

des années 90

Je garde toujours en tête l'image de la balance avec un côté qui était plein, c'était l'aspect technique et scientifique et l'autre complètement vide: celui du dialogue, de l'aspect en société, etc. On était parfaitement en déséquilibre (Directeur ONDRAF, 2010)

## ○ En France

### **VI- Comment sortir de l'impasse actuelle ?**

Jusqu'alors la gestion des déchets nucléaires à haute activité avait été considérée comme un problème purement technique qui devait donc être traité entre spécialistes dans la discrétion, voire la dissimulation.

Cela ne veut pas dire que les scientifiques et les techniciens, tous ceux qui savent doivent être écartés du débat mais simplement que d'autres arguments que les leurs doivent aussi se faire entendre.

Bataille, rapport de l'OPECST, 1990

# La critique invitée en Belgique

Années 2006-2010  
Plan Déchets et SEA

- ◉ Le cadrage: comité d'avis SEA, réunion des acteurs clés
  - ◉ Inputs en dehors du cadre légal: dialogues participatifs, conférence interdisciplinaire
  - ◉ Inputs cadre légal : enquête publique classique
- Outputs maîtrisés

# La critique invitée en Belgique

Années 2009-2010

Conférence citoyenne

- Conférence citoyenne organisée par institut indépendant

→ Output non maîtrisé



Reversibility

2000 opinions

Issues

Relevant criteria

100 years

197 questions

Relevant conditions

Values

Iterative process

Geological disposal

Opening up the scope

Eternal storage

Decision timing

Complementary researches

Retrievability

Inter generational Memory

Possible to choose other options later

**RECUPERABILITE,  
CONTROLABILITE,  
TRANSFERT DE CONNAISS.,  
MONITORING INDEPENDANT**



Dépôt géologique

# La critique **NATIONALE** invitée en France (1)

Années 1989-90

Temps 1

- 89-90: OPECST, acteur neuf
  - La place démocratie représentative
  - Règles de procédure propres et identiques à tous
- Résultats: reconnaissance unanime
  - Statut indépendant ANDRA, CEN
  - Réouverture des possibles: 3voies de recherche
  - Pas de dépôt mais plusieurs labos.

# La critique **NATIONALE** invitée en France (2)

Années 1991-2010

Temps 2

- 1991-2010: « s'inscrire dans la durée »
  - Rôle de suivi
  - Mais (1) soutien au nucléaire, (2) rejet des autres formes et espaces de critiques (non) invitées.
- Résultats: Rôle de suivi
  - 4 Labos ? 1 labo à Bure
  - Dépôt géologique privilégié mais poursuite R&D des deux autres voies

# La critique **NATIONALE** invitée en France (3)

Années 2010 – 15  
Temps 3

## ● 2010 à nos jours: OPECST, toujours invité?

Nous considérons que l'opacité qui entoure les relations entre l'ANDRA et les producteurs dans le cadre de cette convention contredit doublement l'esprit de la loi. D'une part, elle ne permet qu'un contrôle limité du Parlement sur le respect de l'autonomie de l'ANDRA vis-à-vis des producteurs, par l'intermédiaire des deux représentants de l'Office parlementaire au sein de son Conseil d'administration, où siègent Mme Fabienne Keller, sénateur, et M. Christian Bataille, député. D'autre part, elle va à l'encontre des efforts engagés depuis dix ans pour assurer une transparence maximale dans le domaine nucléaire. Si, demain, il devait s'avérer que certains choix ont eu des conséquences dommageables pour le projet, notamment en termes de sûreté ou de coût, les conditions dans lesquelles ces décisions auront été prises risquent de rester mal définies. Une telle situation n'est pas acceptable » (OPECST 2014, 40)

# La critique **NATIONALE** invitée en France (4)

Années 2010 – à  
nos jours

## ○ Résultats: dénoncer

→ Soutien financier moindre pour la  
transmutation

« Vos rapporteurs sont par ailleurs parfaitement conscients qu'elle [Solution transmutation-séparation] soulève d'importants difficultés de mise en œuvre. Mais ils ne peuvent accepter pour autant que son rôle se soit manifestement marginalisé dans la démarche de certains auteurs de la filière nucléaire. »(OPECST 2011, 23).

→ Les critiques des industriels sur \$ du projet  
Cigéo

→ Retard dans la mise en place d'une instance de  
contrôle d'évaluation des \$

# Conclusions (1)

- Plusieurs distinctions: plusieurs légitimités?
  - Critique invitée et non invitée
  - Un espace de critique institutionnalisé et non institutionnalisé
  - Une invitation temporaire ou permanente et systématique
- Les critiques, seulement socio politiques et procédurales? Pas seulement!
  - Intégration semble *a priori* partielle à la solution technique privilégiée depuis des décennies.
  - Crée de nouveaux défis techniques

# Conclusions (2)

---

- Nouveau style de gouvernance? Non, système de gouvernance hybride (Bergmans et al. 2004)
- Nouveau moment clé dans NWM: phase opérationnelle.
  - Mais le passage à la phase opérationnelle d'un centre de stockage laisse-t-il présager un retour de la gouvernance technocratique et par là même, le possible retour en force de la critique non invitée?

# Des questions?

---

Celine.parotte@ulg.ac.be

[www.spiral.ulg.ac.be](http://www.spiral.ulg.ac.be)

---

International Conference: « Trading Zones in Technological Societies »

University of Liège, 15-16 October 2015

Appel à contribution. Extended Deadline: 31 mai 2015

<http://events.ulg.ac.be/trading-zones/presentation/>

---



# Cadre théorique: la place de la critique experte et sociale et environnementale ? Stirling et al. framework (2008, 2014)

